

Pourquoi le Grand Remplacement n'est pas un complot mais une politique bien programmée

écrit par Bat Ye'or | 7 juin 2016



En réponse à [notre article](#) expliquant à Florian Philippot que le Grand remplacement était une réalité et non un complot, Bat Ye'or, qui a fait connaître le projet Eurabia dans ses oeuvres, notamment "Eurabia, l'axe euro-arabe" ou "l'Europe et le spectre du Califat" nous a fait l'honneur et le plaisir de nous envoyer ce complément.

Chère Christine,

Le problème que vous soulevez : **pas de complot mais une politique bien programmée**, est essentiel. Car si c'est un complot, une fantasmagorie, tout ce que nous voyons et constatons est imaginaire et une falsification du réel. Mais si la situation actuelle correspond à une politique programmée, elle implique une idéologie, une planification, des buts et des responsabilités. Si Eurabia représente une politique avec ses financements et ses réseaux, on peut casser ses mécanismes et arrêter le processus de décomposition de l'Europe, on peut juger ses responsables et ses cerveaux. Ceci serait pire qu'une catastrophe pour l'Union européenne et les

chefs d'Etat et de partis qui participèrent à la création d'Eurabia ou y contribuèrent.

Je ne crois pas que le Grand remplacement était prévu à l'origine de la politique d'union euro-arabe (Eurabia). Il y eut en effet depuis 1973, des étapes et des développements inattendus qui nous ont conduits à cette situation. Mais les objectifs politiques exprimés dans les textes permettent d'affirmer avec une certaine certitude les orientations de la Communauté européenne décelables dans les textes du Dialogue euro-arabe et ses promoteurs :

1. Transformer l'Europe en continent euro-islamique, par la création d'une civilisation méditerranéenne christiano-musulmane, d'où l'affirmation que l'islam fait partie de l'Europe autant que le christianisme. Adoption d'une politique d'immigration portes ouvertes favorisant le mixage des populations ; jumelage et réalisations de projets associés euro-arabes dans les secteurs de l'information, des médias audio-visuels, des universités, dans les domaines politiques, économiques et de la jeunesse.

2. L'immigration de masse en Occident, imposée par l'OCI car conforme à la doctrine jihadiste, mais approuvée par l'Europe qui estime qu'elle détruira les nationalismes des Etats-nations et renforcera ainsi le pouvoir de l'UE sur l'ensemble des Etats membres.

3. L'immigration musulmane est le vecteur du rapprochement des deux rives de la Méditerranée et du prolongement de l'Europe en Asie et en Afrique, lui ouvrant de nouveaux marchés, des bases de contrôle économiques et stratégiques dans le contexte de la mondialisation. Avec l'islam, l'Europe deviendrait plus riche, plus puissante que l'Amérique et la Russie, elle contrôlerait le monde (la fable de la grenouille qui voulait devenir plus grosse qu'un bœuf). C'est en ce sens que l'immigration est source de pouvoir et de richesses.

4. La réalisation du projet nazi cher à Hitler et au mufti de Jérusalem, Amin al-Husseini représentant des Frères Musulmans en Palestine. Les nazis souhaitaient détruire un christianisme enraciné dans le judaïsme et préféraient l'islam. Cet antichristianisme est renforcé par la vision marxiste du mixage des peuples libérés des religions, des nationalismes et des hiérarchies, fraternisant dans l'universel.

5. Dans cette optique Israël représente l'Etat-nation, bête noire de l'UE et obstacle à l'harmonie parfaite entre l'Islam et une Europe qui s'est engagée en novembre 1973 à construire la Palestine sur les ruines de l'Etat d'Israël. L'acharnement de l'Etat hébreu à maintenir son existence sur son territoire national provoque la guerre larvée stratégique, politique et médiatique d'une Europe devenue mercenaire du jihadisme international contre Israël.

On peut dire que l'UE et les gouvernements qui adhèrent à cette stratégie, appliquent contre les mouvements nationalistes de leurs propres populations attachées à leurs racines historiques et culturelles une politique calquée sur leurs mesures anti-israéliennes. Car le but est le même : parvenir par l'éradication d'Israël ou la dhimmitude de l'Europe à la fusion euro-islamique. C'est ce désir ardent qui s'exprime dans les textes du Dialogue euro-arabe, la Déclaration de Barcelone, le Dialogue des Civilisations, l'Alliance des Civilisations, et les lettres écrites par de hautes personnalités politiques, des ministres, des diplomates chevronnés, des Commissaires et hauts fonctionnaires de l'UE. Une politique enrobée de l'humanitarisme des droits de l'homme qui demeurent, cependant, fort sélectifs. Quels sont les droits de l'homme des chrétiens et autres minorités dans les pays musulmans ? Ou ceux des Israéliens agressés quotidiennement par les terroristes palestiniens ?

Pour justifier sa politique inique envers Israël, l'UE modifie la terminologie. Les lignes de cessez-le-feu en 1949 d'une guerre d'extermination menée contre l'Etat d'Israël par cinq

armées arabes, renforcée par une milice de la Ligue arabe composée d'anciens soldats nazis, d'Italiens, de musulmans des Balkans et du Caucase des armées nazies en déroute – futurs réfugiés palestiniens de la débâcle arabe – ces lignes sont désignées par l'Europe, frontières internationales. Or c'est par cette guerre illégale que l'Egypte, la Syrie et la Transjordanie se sont approprié des territoires dont ils ont chassé et exproprié les antiques communautés juives de Judée.

Les noms plusieurs fois millénaires de Judée et Samarie sont remplacés par Cisjordanie ou territoires arabes occupés. Un procédé d'islamisation de la géographie et de l'histoire du peuple d'Israël qui pourrait facilement se reproduire en Europe. Après quarante ans d'une guerre larvée euro-arabe pour remplacer Israël par la Palestine arabe et islamique, l'on ne doit pas s'étonner de la Déclaration de l'UNESCO qui efface tout simplement l'histoire trimillénaire du peuple d'Israël par l'adoption du narratif coranique qui islamise les personnages bibliques. Qu'un organisme qui se proclame la conscience culturelle de l'humanité dénie la véracité des sources pharaoniques, babyloniennes, grecques et romaines confirmant cette histoire, a de quoi terrifier. Car l'on arrive là devant un abîme d'ignominie, sans parler des gouffres engloutissant des milliards de dollars avec comme résultat l'abolition du sens même de la culture. Mais que dire du silence des deux milliards et demi de chrétiens indifférents à la suppression de leur propre histoire. Car si l'histoire d'Israël devenue par le juif Jésus, le patrimoine sacré du christianisme, n'a jamais existé, sur quels fondements repose le christianisme lui-même ? N'est-il pas forcé de renoncer à la substance même de sa civilisation et de sa spiritualité ?

L'adoption par l'Europe des critères historiques du Coran révèle l'islamisation de la pensée de nos dirigeants. Le christianisme comme Israël sont condamnés à disparaître, remplacés par l'islam. D'où abandon des chrétiens d'Orient,

victimes collatérales de l'islamisation de l'Occident. Le déni de l'historicité d'Israël implique le déni du christianisme. Ce qui est proclamé est l'islam et le Jésus musulman. La guerre des nostalgiques de Vichy et du nazisme, alliés du Mufti, ne se limite pas à détruire la légitimité d'Israël, elle s'attaque aux fondements même de la chrétienté.

Bat Ye'or